



CLIMAT : ASSEZ DE DISCOURS, DES ACTES!

6 ans après l'accord de Paris, qu'attendre de la COP 26 sur le climat de Glasgow?

Etats et multinationales ont verdi leurs discours, pris quelques mesures à la marge. Mais ils soutiennent le capitalisme et le productivisme qui nous conduisent au désastre. Les catastrophes dues au réchauffement sont déjà là, frappant d'abord les plus pauvres qui émettent le moins de gaz à effet de serre. Si rien n'est fait, la barre des +1,5°C pourrait être dépassée 10 ans plus tôt que prévu! Les batailles citoyennes pour le climat sont au mieux ignorées, au pire réprimées. Elles sont pourtant indispensables pour changer le système.

L'urgence est là. Elle nécessite une rupture écologique et sociale

Les préconisations du GIEC sont claires : pour contenir le réchauffement au dessous de 1,5°C, il faut réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) de 59 % avant 2030 (de 65 % dans les pays développés). Les GES sont dus à 80 % aux combustibles fossiles qui couvrent 84 % des besoins énergétiques en 2019. « Nous devons réduire notre production globale et la réorienter vers des besoins humains réels, définis démocratiquement ». Trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel. Les 10 % les plus riches émettent plus de 50 % du CO2.

NUCLEAIRE : LA FAUSSE BONNE SOLUTION DE MACRON

Sous prétexte de « décarboner » les activités humaines, Macron ressort un nouveau plan de développement électro-nucléaire : 6 EPR de 1650 MW déjà quasi-actés et une série de « mini-réacteurs » pas encore au stade de la conception! Oublié le fiasco de l'EPR de Flamanville (10 ans de retard, failles de sécurité à répétition, coût de construction, multiplié par 6, à 19 milliards d'€) ? Le nucléaire est une technologie à risques, produisant des milliers de tonnes de déchets radio-actifs dangereux à long terme et qu'on ne sait pas inactiver, excessivement coûteuse ; c'est le règne du centralisme, du culte du secret, avec un risque de dérive autoritaire, sans compter ses liens avec l'arme atomique. Il n'y a pas de nucléaire démocratique. Pour nous, c'est **ni civil ni militaire, ni chez nous ni ailleurs!**

Quelle alternative aux énergies fossiles ?

Elle passe par une politique de sobriété énergétique, la diversification des sources de production et le développement des énergies renouvelables : déconcentration de la production, équilibre des territoires, priorité à l'emploi de proximité.

Une reconversion indispensable de l'économie

La consommation mondiale a dévoré ce que peut produire 1,6 planète en une année. Généralisée à l'échelle mondiale, la consommation des Français·es en 2020 nécessiterait 2,8 planètes, et 5 pour celle des États-unien·es. Ce constat souligne l'urgence d'une rupture dans nos modes de production et les modes de consommation qui en découlent. L'ampleur des reconversions indispensables est immense. Elles nécessitent, pour les secteurs touchés, l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle protectrice de l'emploi, garantissant les salaires et une formation. Reconvertir l'économie, c'est aussi une planification des activités : assurer les investissements publics nécessaires à la recherche scientifique, à la transition énergétique, à l'isolation de l'habitat, au réaménagement du territoire. C'est enfin relocaliser des productions au plus près des lieux de consommation, soutenir les circuits de proximité qu'ils soient alimentaires ou de produits manufacturés.

Placer les énergies renouvelables sous contrôle public et citoyen

Le plan Hercule (projet de saucissonnage des activités d'EDF), bloqué par la mobilisation des salarié·es et des consommateurs·trices, signifiait la volonté de confier ce secteur d'avenir aux grands groupes privés qui visent le gigantisme et les profits, peu attentifs à limiter les impacts sur la biodiversité. Ces énergies doivent être développées en restant dans le secteur public, sous contrôle des travailleurs·euses et des usager·es.

Ensemble! est un Mouvement national qui lutte pour une alternative de gauche, écologique et solidaire.

Nos engagements : le partage des richesses, un autre modèle de développement, une démocratie active, pour l'émancipation humaine, les solidarités, l'écologie, le féminisme et l'autogestion.

contact@ensemble-fdg.org , 26 rue Malmaison 93170 Bagnolet - <http://www.ensemble-fdg.org>

Contre les rêves de puissance et de profits, nous voulons une écologie populaire et radicale.

Il faut inverser les priorités : partager les richesses et combattre les inégalités sociales ; développer les services publics et les gratuits qui garantissent l'accès effectif aux droits fondamentaux et aux biens communs (soins, éducation, transports collectifs, premiers M3 d'eau...) ; développer une vraie réduction du temps de travail pour mieux vivre ; combattre la publicité et le marketing qui encouragent les consommations inutiles ; isoler les logements, entreprises et édifices publics ; diminuer et traiter les déchets à la source ; aménager le territoire en stoppant l'artificialisation des sols...

Réduire l'impact des transports en assurant le droit à la mobilité.

◆ Promouvoir des modes de transport les moins polluants : les transports publics gratuits plutôt que la voiture, le train plutôt que le camion ou l'avion, développer les déplacements doux pour celles et ceux qui le peuvent : marche, vélo...

◆ Réduire les flux (circulation des marchandises d'un bout à l'autre de la planète, tourisme à longue distance...) et les conséquences de la mondialisation capitaliste : pillage des ressources du Sud, destruction des savoirs paysans, surexploitation de la main d'oeuvre, maltraitance des populations autochtones, destruction des espèces animales, déforestation, accaparement des terres.

◆ Rompre avec les traités de libre échange et interdire le dumping social et environnemental.

◆ Arrêter les investissements dans le gigantisme, la vitesse et dans les infrastructures autoroutières, aéroportuaires

◆ Contrôler et limiter les autoroutes de l'informatique nécessaires pour transporter et stocker les données plus ou moins utiles : trading, surveillance généralisée, visios et jeux en ligne... en pleine expansion aux mains des GAFAM et autres multinationales.



Pour une agriculture paysanne et la démocratie alimentaire

L'agriculture paysanne produit 70 à 75% de la nourriture consommée mondialement sur 1/4 des terres cultivées. Elle assure l'équilibre des écosystèmes, consomme moins d'énergie et d'eau, permet la séquestration du carbone dans des sols vivants, produit une nourriture plus saine en préservant les emplois et la biodiversité. Plus résiliente face au réchauffement climatique, elle est menacée par « l'agriculture 4.0 » énergivore, polluante et pathogène, des élevages industriels reposant sur la souffrance animale, aux mains de l'agrobusiness qui continue à recevoir les aides publiques comme celles de la PAC. En France des paysan·nes, des chercheurs et chercheuses, des consommateurs·trices proposent la Sécurité Sociale de l'Alimentation pour assurer le droit à une alimentation de qualité et le développement d'une agriculture paysanne.

Exploitation des hydrocarbures dans l'Arctique : Halte à l'écocide !

Forages en cours ou programmés dans 599 champs pétroliers et gaziers en Arctique! Parmi eux, un gigantesque projet gazier associant Total au russe Novatek et auquel l'État français pourrait accorder un soutien financier. Cette région vulnérable pourrait libérer jusqu'à 25 fois le carbone emprisonné dans le permafrost de Sibérie. Cela conduirait à un véritable écocide. S'y opposer, c'est combattre le réchauffement mais aussi faire reculer l'emprise du capitalisme sur la gestion de la planète : entre 2016 et 2020, plus de 120 banques ont octroyé 268 milliards d'euros aux entreprises les plus impliquées dans les projets pétro-gaziers en Arctique.

L'Union Européenne vient de se prononcer pour un moratoire sur l'exploitation des hydrocarbures dans l'Arctique. C'est un premier pas vers un traité d'interdiction totale et définitive que la mobilisation citoyenne internationale doit imposer. L'Arctique doit devenir un sanctuaire inaliénable de la biodiversité, un bien commun de l'Humanité !

Démystifier les illusions de la « croissance verte »

Pilotée par les multinationales, des ONG, des instances internationales, c'est une mystification où rien ne change dans les fondements du capitalisme : « marché » du carbone, marchandisation d'une nature dépouillée de sa réalité vivante, illusion que la fuite en avant numérique et ses infrastructures énergivores (la 5 G) résoudra tous les problèmes écologiques. Les « miracles technicistes » du capitalisme vert sont mal maîtrisés: biologie de synthèse, stockages de carbone incontrôlés et toxiques, rêves de géo-ingénierie qui risquent de causer des catastrophes gigantesques : séismes, inondations, nappes phréatiques touchées... pour des résultats plus qu'incertains.

Pas d'écologie sans démocratie !

On ne peut pas s'en remettre à la technocratie ni aux seuls experts. La transition doit repenser notre rapport au travail, l'utilité sociale et la viabilité écologique des choix de production et de consommation. Elle implique une refonte du système productif, le refus des consommations aliénantes la redéfinition et la limitation des flux internationaux de marchandises. Elle nous concerne toutes et tous et nécessite de mettre la démocratie, le débat et la délibération collective au coeur des choix pour notre avenir